



## Les historiens, le 11-Septembre et les armées secrètes de Gladio

Par [Dr. Daniele Ganser](#)

Mondialisation.ca, 22 mai 2014  
[journalof911studies.com](http://journalof911studies.com)

Région : [États-Unis](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),  
[Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Les historiens d'aujourd'hui et de demain font face à un énorme défi : relater les événements du 11 septembre 2001. Ce qu'ils écriront sera enseigné dans les livres d'histoire. Mais que raconteront-ils ? Est-ce Ben Laden qui a envoyé 19 musulmans attaquer par surprise les USA ? Ou bien écriront-ils que l'administration du Président George W. Bush est responsable de l'attaque, soit en la concevant elle-même, soit en la laissant délibérément se produire de façon à générer un choc au sein de la population américaine et à créer un prétexte pour augmenter drastiquement les dépenses militaires et pour attaquer l'Afghanistan et l'Irak ?

J'ai étudié la plupart des données relatives aux événements du 11-Septembre, et je suis convaincu qu'une nouvelle enquête est nécessaire. Mais lorsque j'ai remis en cause la narrative officielle du 11/9 dans mon pays natal, la Suisse, j'ai dû faire face à de vigoureux reproches de la part de nombreuses personnes. On m'a par exemple demandé pourquoi un gouvernement, quel qu'il soit, devrait attaquer sa propre population ou, chose un peu moins criminelle, laisser délibérément un groupe étranger mener une telle attaque ? Tandis que les dictatures brutales comme le régime de Pol Pot au Cambodge, sont connus pour le peu de considération qu'ils portent à la vie et à la dignité de leurs concitoyens, on est amené à penser qu'une démocratie occidentale ne se permettrait jamais un tel abus de pouvoir. Et si des éléments criminels au sein d'une démocratie occidentale, en Amérique du Nord ou en Europe, avaient perpétré un tel crime, les élus ou les médias ne s'en rendraient-ils pas compte et ne le dénonceraient-ils pas ? Est-il concevable que des criminels à l'intérieur d'un gouvernement puissent mener des opérations terroristes contre des citoyens innocents, lesquels soutiennent ce même gouvernement au travers des impôts qu'ils paient tous les ans ?

Est-il possible que personne ne le remarque ? Voilà des questions difficiles, même pour des chercheurs spécialisés dans l'histoire des guerres secrètes. En fait, il existe des exemples historiques de telles opérations menées par des démocraties occidentales. Dans cet article, je ne traiterai pas directement du 11-Septembre, mais plutôt de ce que l'Histoire peut nous apprendre. Je vous propose d'examiner certaines des informations les plus récentes concernant les guerres secrètes durant la Guerre froide. Il existe bel et bien une stratégie militaire secrète qui utilise le terrorisme contre les populations civiles. Cela s'appelle la « *stratégie de la tension*. » Et une telle stratégie a effectivement été mise en oeuvre par des démocraties occidentales.

La stratégie de la tension

Il est sans doute correct de dire que parmi les presque 7 milliards d'êtres humains vivant sur Terre, moins de 1 % a un jour entendu parler de « stratégie de la tension ». Et parmi eux, peu nombreux sont ceux capables d'en citer quelques exemples historiques.

Il s'agit d'une stratégie de l'ombre, connue seulement de quelques militaires et d'officiers des services secrets (et de quelques criminels) qui l'ont mise en place, de quelques officiers de police et de juges qui l'ont combattue, et de certains journalistes et chercheurs qui ont écrit à son sujet.

Fondamentalement, la stratégie de la tension vise à toucher le côté émotionnel des gens et a pour but de répandre au maximum la peur parmi le groupe visé.

La « tension » se réfère à la détresse émotionnelle et à la peur psychologique, alors que « stratégie » correspond à la technique permettant d'amener à cette détresse et à cette peur. Un attentat terroriste dans un lieu public comme une gare, un marché, un car de ramassage scolaire, est un exemple typique de procédé auquel la stratégie de la tension fait appel. Après l'attaque – et c'est là un élément essentiel – les agents secrets qui l'ont commis imputent le crime à leurs opposants politiques en effaçant les preuves ou en en créant de fausses.

Notez bien que l'objectif ultime de la stratégie de la tension n'est pas de tuer ou de blesser des personnes lors d'un attentat terroriste, comme le pensent la plupart des gens. Les cibles sont à la fois l'opposant politique, qu'il faut discréditer par cet attentat, et ceux qui ne sont pas touchés physiquement, mais qui ont connaissance de l'attentat et qui sont amenés à avoir peur pour leur vie et celles de leurs proches.

Étant donné que l'objectif de la stratégie de la tension est de discréditer l'opposant et de créer la peur, les véritables cibles ne sont pas les personnes qui sont tuées, que leur nombre soit de quelques dizaines ou de plusieurs milliers, mais les millions de gens qui ne sont pas atteints physiquement, mais sont plongés dans la détresse émotionnelle.

La stratégie de la tension forme une partie de ce que l'on appelle communément « la guerre psychologique » (*Psychological warfare*, ou PSYWAR en anglais – NdT). Comme l'indique l'expression, cette forme de guerre ne s'attaque pas aux corps des êtres humains, aux tanks, navires, satellites ou maisons dans le but de les détruire, mais vise les esprits, le psychisme. Laissons de côté le fait que les philosophes, psychologues, neurologues ou théologiens ne sont jamais parvenus à définir complètement ce qu'est l'« esprit », et partons du principe, dans le cadre de cet article, qu'il s'agit simplement de la capacité humaine à penser et à ressentir. Si des personnes peuvent accéder à nos pensées et à notre ressenti sans que nous le remarquions, elles peuvent exercer un énorme pouvoir sur nous.

Mais si nous nous apercevons que notre psychisme est manipulé au travers d'une guerre psychologique, cette technique perd alors une partie de ses effets.

La guerre psychologique a joué un rôle central dans la Seconde Guerre mondiale et toutes celles qui lui ont succédé. Elle a été utilisée par les commandements américains en Europe, aux Amériques, en Asie, en Australie et en Afrique. On la désigne parfois sous le vocable populaire de « propagande », mais la propagande est seulement une des formes de guerre psychologique. La stratégie de la tension en est une autre, bien moins connue. Le Département américain de la Défense définit la guerre psychologique comme « *l'utilisation planifiée de la propagande et d'autres actions psychologiques dans le but premier*

*d'influencer les opinions, les émotions, les attitudes et les comportements de groupes étrangers hostiles, de manière à contribuer à l'accomplissement d'objectifs nationaux. »<sup>[1]</sup>*

La guerre psychologique peut prendre des formes très différentes et apparemment sans liens – tracts, affiches ou reportages à la télévision, tous conçus pour formater la pensée et les sentiments du groupe visé. Ou bien, elle peut se manifester sous la forme d'une attaque terroriste menée par des agents secrets et dont on fait porter la responsabilité à un opposant politique.

Inutile de préciser que la stratégie de la tension, version terrorisme, celle qui tue des personnes innocentes, est une forme de guerre psychologique bien plus brutale et radicale que le largage de tracts depuis un avion survolant un territoire ennemi. Mais ces deux formes de guerre psychologique ont en commun le fait de viser l'esprit, les émotions et les pensées des gens.

Je vais maintenant donner quelques exemples historiques de stratégie de la tension ayant utilisé le terrorisme.

À ce jour, les informations les plus pertinentes sur la stratégie de la tension sont sans aucun doute celles provenant d'Italie, où des juges, des parlementaires et des universitaires continuent de mettre en commun leurs efforts pour essayer de comprendre et de détailler cette stratégie secrète.

#### Le juge Casson et l'attentat terroriste de Peteano

Le juge italien Felice Casson a redécouvert cette stratégie lors de son enquête sur plusieurs attaques terroristes survenues en Italie dans les années 1960, 1970 et 1980. D'après Casson, l'affaire la mieux documentée dans laquelle la stratégie de la tension a été utilisée s'est produite dans le village italien de Peteano. C'est là que le 31 mai 1972, trois membres de la police paramilitaire italienne, les Carabinieri, ont été attirés vers une Fiat 500 abandonnée par un appel anonyme et ont été tués lorsqu'ils ont ouvert le coffre du véhicule en déclenchant la bombe qui s'y trouvait.

Pendant des années, cet attentat terroriste a été mis sur le compte des Brigades rouges, une organisation terroriste d'extrême gauche en Italie. Mais lorsque le juge Casson a rouvert cette affaire, il a découvert que c'était en réalité le néofasciste catholique Vincenzo Vinciguerra, un militant anticommuniste, qui avait commis ce crime.

Casson a également découvert, à sa grande surprise, que Vinciguerra n'avait pas opéré seul, mais qu'il avait été protégé par des membres des services secrets militaires italiens, appelés aujourd'hui SISMI (*Servizio per le Informazioni e la Sicurezza Militare*).<sup>[2]</sup>

Le juge Casson a procédé à l'arrestation de Vinciguerra, lequel a confirmé lors de son procès en 1984 qu'il avait été relativement aisé pour lui d'échapper à la justice et de se cacher, étant donné qu'une large portion de l'appareil sécuritaire italien, y compris le SISMI, partageait ses convictions anticommunistes, et avait par conséquent soutenu en silence ces crimes afin de discréditer la gauche italienne et tout particulièrement le Parti communiste (PCI), lequel était relativement fort à l'époque. Après l'attentat à la bombe, Vinciguerra se souvient que *« c'est tout un mécanisme qui s'est mis en route... Les carabinieri, le ministre de l'Intérieur, les services de douane, et les services secrets civils et militaires ont accepté de fait les raisons idéologiques derrière cette attaque. »*

Casson a mis en évidence le fait qu'au travers de ce crime et d'autres pour lesquels on avait accusé les Brigades rouges – l'ennemi politique par excellence – c'était en fait le Parti communiste italien qui avait été discrédité. Les chefs des services secrets militaires et les politiques ont avancé qu'après ce crime, le « danger communiste » justifiait l'augmentation des dépenses militaires et la réduction des libertés civiles dans l'intérêt de la sécurité de l'État. De cette façon, la stratégie de la tension, comme celle mise en oeuvre par l'acte terroriste de Pataneo, a permis de propager la peur dans toute l'Italie, de discréditer un opposant politique, et de mettre en place des mesures de sécurité conservatrices. Ce fut très efficace, puisque personne ne savait à l'époque que les services secrets étaient derrière cette attaque.<sup>[3]</sup>

« *En ce qui concerne les services de renseignement, l'attentat de Peteano fait partie de ce qui a été surnommé la stratégie de la tension,* » a expliqué le Juge Casson à la BBC lors d'une interview en 1991.

La tension créée à l'intérieur du pays a servi à promouvoir des tendances sociales et politiques extrêmement réactionnaires et conservatrices. Alors que cette stratégie était mise en oeuvre, il était nécessaire de protéger ceux qui étaient effectivement derrière, puisque des preuves les impliquant étaient peu à peu découvertes.

Des témoins ont dissimulé des informations pour couvrir les extrémistes de droite.<sup>[4]</sup>

Vinciguerra faisait partie de l'organisation fasciste italienne, Ordine Nuovo (Nouvel Ordre) qui cultivait d'étroites relations avec le SISMI. Un haut membre d'Ordine Nuovo, Clemente Graziani, a affirmé dans un livre paru en 1963, qu'en tant que catholique, il était de son devoir de combattre par tous les moyens les communistes impies, y compris par des opérations de « tension » qui, à première vue peuvent paraître brutales et immorales. Il expliqua que les communistes s'étaient eux aussi engagés dans des méthodes sales, et que si Ordine Nuovo n'utilisait pas le terrorisme pour les combattre, ils ne seraient jamais vaincus : « *le terrorisme a évidemment l'inconvénient de tuer aussi des personnes âgées, des femmes, des enfants,* » a fait remarquer Graziani. Il a ajouté que « *des opérations de cette nature sont encore considérées comme des crimes méprisables et abjects, et surtout inutiles pour vaincre un conflit. Mais les standards de la guerre révolutionnaire renversent ces principes moraux et humanitaires. Ces formes d'intimidation terroriste sont aujourd'hui considérées non seulement comme acceptables, mais absolument nécessaires.* »<sup>[5]</sup>

Autres attentats terroristes

Peteano n'est pas un cas isolé en Italie, mais fait partie d'une longue série d'attentats terroristes qui a débuté en 1969. Le 12 décembre de cette année-là, quatre bombes explosaient sur les places publiques à Rome et Milan, tuant 16 civils innocents et en blessant 80 autres ; la plupart des victimes sont tombées à Milan, Piazza Fontana. Après le massacre, comme le veulent les règles de la stratégie de la tension, les services secrets militaires italiens, le SID, a posé des bombes dans la villa de l'éditeur gauchiste bien connu, Giangiacomo Feltrinelli, de façon à pouvoir accuser de terrorisme les communistes et d'autres membres de l'extrême gauche.<sup>[6]</sup> Ce n'est que des années plus tard qu'on a appris que Feltrinelli n'avait absolument rien à voir avec ce crime et qu'en réalité, l'extrême droite italienne, dont Ordine Nuovo, avait perpétré ces atrocités dans le but de promouvoir la stratégie de la tension.

Les attentats les plus meurtriers eurent lieu en 1974, environ deux ans après celui de Peteano.

Le 28 mai, une bombe explosait lors d'une manifestation anti-fasciste à Brescia, où s'étaient rassemblées plus de 3000 personnes, tuant 8 personnes et en blessant 102 autres. Pour couvrir les traces des poseurs de bombe d'extrême droite, la place avait été nettoyée au jet d'eau plusieurs heures avant que les magistrats enquêteurs ne puissent se rendre sur la scène de crime pour protéger les preuves. Une commission du Sénat italien a plus tard fait observer que « *les enquêtes menées immédiatement après le massacre étaient caractérisées par un tel nombre d'erreurs incroyables que cela laissait sans voix.* »<sup>[7]</sup> Puis, le 4 août, une bombe explosait dans le train express Italicus reliant Rome à Berlin, tuant 12 civils innocents et en blessant 48 autres.

Mais l'attaque la plus meurtrière eut lieu en 1980, un samedi après-midi chaud et ensoleillé qui se trouvait aussi être le premier jour des grandes vacances d'été en Italie. Une explosion massive ravagea la salle d'attente de seconde classe à la gare de Bologne, tuant 85 personnes lors de la déflagration et faisant 200 blessés.

### La raison de ces attaques

Cette série d'attentats terroristes jeta le discrédit sur les communistes italiens et propagea la terreur parmi la population italienne, étant donné que personne ne savait qui allait être le prochain sur la liste. Il était impossible de protéger l'ensemble des infrastructures de transport, sans parler des places publiques, et il était donc clair pour tous les spécialistes en sécurité de l'époque que les sociétés démocratiques seraient toujours vulnérables à ce genre d'attentats terroristes. « *Il fallait s'en prendre aux civils, au peuple, aux femmes, aux enfants, aux anonymes sans lien avec un quelconque jeu politique,* » a déclaré le néofasciste Vincenzo Vinciguerra après son arrestation, lorsqu'il détailla la stratégie de la tension à laquelle il avait lui-même participé.

« *La raison en est très simple,* » a-t-il ajouté : « [ces actions] étaient censées forcer les gens, le peuple italien, à se tourner vers l'État pour demander plus de sécurité. C'était la logique politique derrière tous ces massacres et les attentats à la bombe qui restèrent impunis, du fait que l'État ne peut pas s'accuser lui-même, ou se déclarer lui-même responsable pour ce qui s'est passé. »<sup>[8]</sup>

### Les révélations sur Gladio

Le juge italien Felice Casson, qui avait redécouvert la stratégie de la tension, voulait savoir pourquoi des individus au sein même du gouvernement et des services secrets italiens avaient soutenu cette stratégie criminelle.

Après l'arrestation de Vinciguerra, le poseur de bombe de Peteano, il décida d'en savoir plus. « Je voulais faire la lumière sur ces années de mensonges et de mystères, c'est tout.

[Je voulais] que l'Italie, pour une fois, connaisse la vérité. »<sup>[9]</sup> À l'été 1990, le juge Casson a demandé l'autorisation au premier ministre italien Giulio Andreotti de pouvoir fouiller dans les archives des services secrets militaires (SISMI) à Rome.

Permission lui fut accordée, et Casson fit une découverte sensationnelle : il découvrit que sous le nom de code « Gladio » (glaive), se cachait une armée secrète qui avait été mise en

place par les services de renseignement militaires italiens en étroite collaboration avec la CIA dans les années qui avaient suivi la Seconde Guerre mondiale. Cette armée secrète devait fonctionner comme une unité de guérilla en cas d'invasion et d'occupation de l'Italie par l'armée soviétique. Les données mises à jour par Casson indiquaient que cette mystérieuse armée Gladio était liée à l'OTAN et qu'en l'absence d'invasion de la part des Soviétiques, elle semblait avoir manipulé la politique italienne au travers d'un certain nombre d'actions secrètes pendant la guerre froide dans le but d'affaiblir les communistes italiens.

Casson informa par voie confidentielle une commission parlementaire de ses recherches qui allaient bien au-delà de son enquête initiale. Ce fut une surprise totale pour les Sénateurs, et le 2 août 1990, le premier ministre et chef de l'exécutif italien, Giulio Andreotti, ordonna « d'informer le parlement dans les 60 jours à venir au sujet de l'existence, des caractéristiques et des raisons d'être d'une structure parallèle occulte dont on dit qu'elle a opéré au sein de nos services de renseignements militaires, avec l'objectif de conditionner la vie politique du pays. »<sup>[10]</sup>

Le 24 octobre 1990, Andreotti remit un rapport de 10 pages intitulé « *Ce qu'on appelle le 'SID parallèle' - ou Affaire Gladio* » à la Commission d'enquête du Sénat dirigée par le sénateur Gualtieri. Le rapport d'Andreotti confirmait l'existence d'une armée secrète à l'intérieur des services secrets militaires, connue sous le nom de code de « Gladio ». Andreotti ajouta que cette structure existait toujours et était opérationnelle. Ne voulant pas endosser seul toutes les conséquences de ces accusations de conspiration, Andreotti insista le jour même devant le parlement sur le fait que « *chacun des chefs de gouvernements avait été mis au courant de l'existence de Gladio.* »<sup>[11]</sup> Cette affirmation mettait notamment en cause l'ex-premier ministre Bettino Craxi (1983-1987) et surtout Francesco Cossiga, un ancien premier ministre (1978 - 1979) qui occupait le poste de président en 1990.

Les hauts magistrats furent obligés de prendre position. Craxi affirma qu'il n'avait pas été informé, jusqu'au moment où il fut confronté à un document sur Gladio portant sa propre signature en tant que premier ministre. Cossiga expliqua qu'il était « *fier d'avoir pu garder le secret pendant 45 ans.* »<sup>[12]</sup>

Dans son rapport, Andreotti confirmait les découvertes de Casson, et expliquait que Gladio était la branche italienne d'une armée secrète « *Stay-Behind* » mise en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par la CIA et le SIFAR, dans le cadre d'un réseau international de groupes clandestins de résistance dans les pays de l'OTAN, pour combattre une éventuelle invasion soviétique. En cas d'invasion, les armées *Stay-Behind* devraient organiser un mouvement de résistance et opérer derrière les lignes ennemies. Ces armées étaient supervisées et coordonnées par deux centres top-secret de guerre non conventionnelle de l'OTAN nommés *Allied Clandestine Committee (ACC)* et *Clandestine Planning Committee (CPC)*.

Andreotti raconta qu'« une fois constituée cette organisation de résistance secrète, l'Italie était appelée à participer... aux tâches du CCP (*Clandestine Planning Committee*) fondé en 1959, opérant au sein du SHAPE [*Supreme Headquarters Allied Powers Europe*, de l'OTAN]... ; en 1964, les services secrets italiens intégrèrent également l'ACC (*Allied Clandestine Committee*). »<sup>[13]</sup>

Ayant à faire face à des protestations acerbes de la presse italienne, Andreotti affirma que les services secrets italiens en général, et les membres de Gladio en particulier, n'avaient rien à voir avec le terrorisme que l'Italie avait subi durant la Guerre froide

Il expliqua que « *les individus présélectionnés n'ont pas de casier judiciaire, ne font partie d'aucun mouvement politique et ne participent en aucune manière à un quelconque mouvement extrémiste.* »<sup>[14]</sup>

Vinciguerra, le poseur de bombe de Peteano, qui s'était trouvé au coeur de la stratégie de la tension, dément ces affirmations. Dès la tenue de son procès en 1984, il avait déclaré : « *Avec l'attentat de Peteano et tous ceux qui ont suivi, plus personne ne devrait douter de l'existence d'une structure active et clandestine, capable d'élaborer dans l'ombre une telle stratégie de tueries. Cette structure,* » poursuivait-il, « *est imbriquée dans les organes mêmes du pouvoir. Il existe en Italie une organisation parallèle aux forces armées, composée de civils et de militaires, et à vocation antisoviétique, c'est-à-dire destinée à organiser la résistance contre une éventuelle occupation du sol italien par l'Armée rouge.* » Sans citer le nom de Gladio, Vinciguerra était clairement en train de parler de l'armée secrète, plusieurs années avant que le premier ministre Andreotti confirme son existence. Vinciguerra la décrivit en 1984 comme « *une organisation secrète, une super organisation disposant de son propre réseau de communications, d'armes d'explosifs et d'hommes formés pour s'en servir.* » Il insista sur le fait que cette « *super-organisation, en l'absence d'invasion soviétique, avait reçu de l'OTAN l'ordre de lutter contre un glissement à gauche du pouvoir dans le pays. Et c'est ce qu'ils ont fait, avec le soutien des services secrets de l'État, du pouvoir politique et de l'armée.* »<sup>[15]</sup>

Les précédents chefs des services de renseignements italiens furent choqués par les révélations du premier ministre Andreotti, qui avait révélé ce que beaucoup considéraient comme l'un des plus grands secrets. Le Général Vito Miceli, chef du Renseignement italien de 1970 à 1974, protesta dans la presse italienne : « *J'ai été emprisonné parce que je refusais de révéler l'existence de cette super-organisation secrète, et voilà qu'Andreotti s'amène devant le Parlement et raconte tout !* »<sup>[16]</sup>

La presse italienne se montra très critique à propos des révélations sur Gladio et sur le fait que la CIA avait joué un rôle central dans cette opération secrète. Le quotidien *La Stampa* commenta : « *Aucune raison d'État ne peut justifier que l'on entretienne, couvre ou défende une structure militaire secrète composée d'éléments recrutés sur des critères idéologiques – dépendant ou, au minimum, sous l'influence d'une puissance étrangère -, et servent d'instrument pour un combat politique. Il n'y a pas de mot pour qualifier cela, si ce n'est 'haute trahison' ou 'crime contre la Constitution.'* »<sup>[17]</sup>

Le parti communiste italien (PCI), convaincu que c'était lui et non des troupes étrangères, qui était la vraie cible des armées Gladio durant toute la période de la Guerre froide, fut particulièrement scandalisé : « *Avec ce mystérieux SID parallèle, fomenté pour faire obstacle à un impossible coup d'État de la gauche, nous avons surtout risqué de nous exposer à un coup d'État de la droite... Nous ne pouvons pas croire à cela..., que ce super-SID ait été accepté comme un outil militaire destiné à opérer 'dans le cas d'une occupation ennemie'. Le seul véritable ennemi est et a toujours été le parti communiste italien, c'est-à-dire un ennemi de l'intérieur.* »<sup>[18]</sup>

## Le rôle de la CIA

Aux États-Unis, cette affaire a été parfaitement ignorée par les médias. Dans l'un des rares articles traitant du sujet, le *Washington Post*, titrant « *"CIA Organized Secret Army in Western Europe; Paramilitary Force Created to Resist Soviet Occupation"* (La CIA organise une armée secrète en Europe de l'Ouest ; des forces paramilitaires créées pour résister à une occupation soviétique), expliquait qu'un officier du renseignement avait, sous couvert d'anonymat, déclaré : « *Cette opération concerne uniquement l'Italie. Nous n'avons aucun contrôle sur elle. S'il y a des allégations selon lesquelles la CIA est impliquée dans des activités terroristes en Italie, elles sont totalement dépourvues de sens.* »<sup>[19]</sup>

Il est extrêmement difficile de faire des recherches et de clarifier les détails des opérations de stratégie de la tension, car personne n'est prêt à confirmer publiquement qu'un tel a ordonné ceci, ou qu'un autre a participé à une opération terroriste qui a fait des victimes parmi les civils innocents et a jeté l'effroi parmi la population visée avant d'accuser un ennemi politique de l'avoir perpétrée. Si, comme dans le cas de l'Italie, différents services de renseignement sont impliqués, en l'occurrence le SISMI italien et la CIA américaine, alors la tâche devient encore plus ardue, car les services commencent à s'accuser et à se contredire mutuellement.

À la différence de l'officier anonyme du renseignement US cité par le *Washington Post* qui accusait implicitement les Italiens pour la campagne de terreur subie par leur pays, le chercheur Philip Willan a affirmé que le gouvernement US et sa communauté du renseignement en étaient responsables : « *Il est loin d'être aisé de déterminer qui était responsable des décisions au jour le jour quant à la stratégie de la tension. Mais il ne fait pratiquement aucun doute que la responsabilité globale pour cette stratégie repose sur les épaules du gouvernement et des services secrets des États-Unis... Des questions restent à propos de l'adoption de méthode ayant amené à la mort de centaines de victimes innocentes.* »<sup>[20]</sup>

Lors d'une émission télévisée italienne en 1990, l'amiral Stansfiels Turner, directeur de la CIA entre 1977 et 1981, ne voulut pas confirmer les déclarations de Willan et refusa obstinément de répondre aux questions sur Gladio. Par respect pour les victimes des nombreux massacres, le journaliste italien qui menait l'interview insista pour que Turner clarifie ce qu'était la stratégie de la tension. Turner arracha alors son micro et cria : « *j'ai dit, pas de questions sur Gladio !* » et l'interview prit fin.<sup>[21]</sup>

Certains officiers de la CIA se sont montrés plus bavards sur les stratégies secrètes durant la Guerre froide et sur les opérations illicites de la CIA. L'un d'eux s'appelle Thomas Polgar, retraité en 1981 après une carrière de 30 ans à la CIA. Questionné sur les armées secrètes de Gladio en Europe, Polgar confirma que les armées secrètes *Stay-Behind* étaient coordonnées « *par une sorte de groupe de planification de guerre non conventionnelle lié à l'OTAN.* » Polgar insista sur le fait que « *tous les services secrets nationaux avaient été impliqués à un degré ou à un autre,* » ajoutant qu'« *en Italie dans les années 1970, certaines personnes étaient allées un peu plus loin que la charte définie par l'OTAN.* »<sup>[22]</sup>

Des membres du Parlement italien décidèrent de creuser davantage. Huit sénateurs, la plupart appartenant au parti démocratique de gauche (PDS pour *Partito Democratico della Sinistra*), qui avait remplacé l'ancien PCI après l'effondrement de l'Union soviétique en



1991, poursuivirent leur enquête sur Gladio et la stratégie de la tension.

Sous la présidence du sénateur Giovanni Pellegrini, ils entendirent des témoins, prirent connaissance des documents et présentèrent un rapport de 326 pages en 2000.<sup>[23]</sup> Les anciens communistes conclurent que pendant la Guerre froide, l'armée secrète Gladio avait, avec la CIA, les services secrets militaires et certains néofascistes italiens, combattu les communistes et les socialistes italiens de peur de trahir l'OTAN « *de l'intérieur.* » Le rapport expliquait que « *ces massacres, ces bombes, ces opérations militaires avaient été organisés, promus, ou soutenus par des hommes à l'intérieur des institutions italiennes, et comme cela a été découvert plus récemment, par des gens liés aux structures de renseignement des États-Unis.* »<sup>[24]</sup>

D'après les importantes découvertes du Sénat italien, la stratégie de la tension avait donc été mise en oeuvre par des membres appartenant aussi bien aux communautés de sécurité nationale italiennes qu'américaines, dont la CIA et le SISMI, qui avaient établi des liens avec des extrémistes pour poser les bombes. Le Général Giandelio Maletti, ancien chef des services de contre-espionnage italiens, l'a confirmé en mars 2001, quelques mois seulement avant les attentats terroristes du 11 septembre 2001.

Lors d'un procès contre des membres d'extrême droite accusés d'être impliqués dans le massacre en 1969 de Piazza Fontana à Milan, le Général Maletti a déclaré : « *La CIA, appliquant les directives de son gouvernement, voulait créer un nationalisme italien capable de stopper ce qu'elle voyait comme un glissement à gauche, et pour cette raison, elle peut avoir utilisé le terrorisme d'extrême droite... L'impression générale était que les Américains étaient prêts à tout pour arrêter le glissement de l'Italie à gauche.* » Et il a ajouté : « *N'oubliez pas que Nixon était au pouvoir et que c'était un homme étrange, un politicien très intelligent, mais aussi quelqu'un qui prenait des initiatives peu orthodoxes.* »<sup>[25]</sup>

## Enquêtes aux États-Unis

Aux États-Unis, mis à part le travail souvent ignoré et pourtant important de Jeffrey Mackenzie Bale<sup>[26]</sup>, il n'y a eu pratiquement aucune recherche au sujet des opérations de stratégie de la tension en Italie sponsorisées par les USA. Arthur Rowse, un ancien employé du *Washington Post*, est l'un des autres rares Américains à avoir parlé de ce phénomène. Dans la conclusion d'un de ses précieux articles, il dressait les « leçons de Gladio » dans ces termes : « *Aussi longtemps que le public américain restera dans l'ignorance de ce chapitre noir des relations étrangères américaines, les agences qui en sont responsables ne subiront que peu de pression pour modifier leurs méthodes.* » Il ajoutait : « *La fin de la Guerre froide... a changé peu de choses à Washington. Les USA... attendent toujours un véritable débat national sur la fin, les moyens et les coûts de notre politique nationale de sécurité.* »<sup>[27]</sup>

La découverte en Italie des armées *Stay-Behind* de l'OTAN en 1990 et le débat qui s'en est suivi sur la stratégie de la tension eut des implications internationales importantes. Alors que le détail de cette opération émergeait, le *Times* de Londres conclut que « *cette histoire semble sortie tout droit d'un roman policier.* »<sup>[28]</sup> Pendant un bref instant, le public a pu entrevoir le monde secret du terrorisme, les mensonges, les opérations secrètes [*cover-ups*]. La presse britannique conclut que « *Gladio, avec sa stratégie de la tension, était l'un des secrets politico-militaires les mieux gardés et les plus néfastes depuis la Seconde*

Guerre mondiale. »<sup>[29]</sup>

## La réponse de l'OTAN

En révélant que l'OTAN coordonnait le réseau international secret dont Gladio était seulement l'une des branches, Andreotti avait mis une grosse pression sur le quartier général de l'OTAN en Belgique. Mes recherches ultérieures ont confirmé que des armées secrètes *Stay-Behind* ont existé dans tous les pays d'Europe de l'Ouest, opérant sous différents noms de code : au Danemark "Absalon", en Allemagne « TD BDJ », en Grèce "LOK", au Luxembourg "Stay-Behind", aux Pays-Bas "I&O", en Norvège "ROC," au Portugal "Aginter," en Suisse "P26," en Turquie "Counter-Guerrilla," et en Autriche "OWSGV."<sup>[30]</sup>

L'OTAN, la plus grande alliance militaire au monde, réagit de manière confuse aux révélations sur ce réseau secret, en diffusant deux commentaires contradictoires. Le 5 novembre 1990, après presque un mois de silence, l'OTAN nia catégoriquement les allégations d'Andreotti au sujet de l'implication de l'OTAN dans l'opération Gladio et ses armées secrètes. Jean Marcotta, porte-parole sénior de l'OTAN, déclara depuis le quartier général de l'OTAN à Mons en Belgique, que « *l'OTAN n'a jamais considéré la guérilla ou les opérations clandestines ; elle s'est toujours occupée d'affaires militaires et de la défense des frontières alliées.* »<sup>[31]</sup> Pourtant, le 6 novembre 1990, un autre porte-parole de l'OTAN expliqua que le démenti de l'OTAN formulé les jours précédents était faux. Par la suite, l'OTAN se contenta d'un court communiqué à l'adresse des journalistes, expliquant que l'OTAN ne faisait pas de commentaires sur des affaires relevant du secret militaire et que Marcotta n'aurait rien dû dire du tout.<sup>[32]</sup> La presse internationale protesta contre les politiques malsaines de relations publiques de l'alliance militaire, et un journal britannique écrivit : « *Alors que le continent subit choc après choc, un porte-parole de l'OTAN formule un démenti : "aucune connaissance de Gladio ou de Stay-Behind". Puis, un communiqué de sept mots annonça que ce démenti était « incorrect », sans en dire plus.* »<sup>[33]</sup>

Afin de clarifier la position de l'OTAN, j'ai appelé leur Bureau de la Sécurité où Isabelle Jacob m'a informé qu'il était peu probable que quiconque réponde à des questions sensibles sur Gladio, et m'a conseillé de coucher par écrit ces questions et de les leur faire parvenir par mon ambassade. La mission suisse de l'OTAN à Bruxelles fit alors suivre mes questions sur Gladio à l'OTAN, l'une d'elles étant : « *Pourquoi le porte-parole sénior de l'OTAN, Marcotta, a-t-il démenti catégoriquement le 5 novembre 1990 toute connexion entre l'OTAN et Gladio, tandis que le 7 novembre, un autre porte-parole de l'OTAN affirmait que la déclaration formulée par Marcotta deux jours auparavant était fausse ?* »

En mai 2001, le chef du service de presse et des services médias de l'OTAN, Lee McClenny, se fendit d'un simple démenti : « *Je ne suis pas au courant qu'un lien quelconque entre l'OTAN et l'Opération Gladio'. De plus, je ne trouve aucun document indiquant que quelqu'un du nom de Jean Marcotta ait été un porte-parole de l'OTAN.* »<sup>[34]</sup>

Mais en coulisses, l'OTAN fut forcée de communiquer plus ouvertement sur cette affaire sensible de Gladio, comme le révèlent d'autres sources. Après la débâcle des communiqués publics, le secrétaire général de l'OTAN, Manfred Wörner, briefa à huis clos les différents ambassadeurs de l'OTAN sur *Stay-Behind*, le 7 novembre 1990. Un article paru dans la presse espagnole, commentait ce briefing : « *Le SHAPE (Supreme Headquarters Allied Powers Europe) qui est l'organe dirigeant de l'appareil militaire de l'OTAN, a coordonné les*

*actions de Gladio, d'après les révélations du Secrétaire général Manfred Wörner lors d'une réunion avec les ambassadeurs de l'OTAN des 16 nations alliées. »*

L'article ajoutait que « Wörner avait, semble-t-il, demandé plus de temps, de façon à pouvoir mener une enquête sur la fameuse déclaration « aucune connaissance » formulée par l'OTAN la veille. *« Ces précisions ont été présentées à l'occasion de la réunion du Conseil Atlantique au niveau des ambassadeurs, qui, selon certaines sources, se tint le 7 novembre. »*<sup>[35]</sup>

Selon ce même article, Manfred Wörner, le secrétaire général de l'OTAN, avait lui-même été briefé par un officier de haut rang de l'OTAN en Europe, le général américain John Galvin, suppléant du Commandant suprême des forces alliées en Europe (*Supreme Allied Commander Europe*, ou SACEUR).

Au cours de cette réunion à huis clos, le secrétaire général de l'OTAN expliqua que le militaire en question – autrement dit le général John Galvin, Commandant suprême des forces alliées en Europe –, avait indiqué que le SHAPE coordonnait les opérations de Gladio.

À partir de ce moment-là, la position officielle de l'OTAN fut de ne plus commenter des secrets officiels.<sup>[36]</sup>

L'OTAN n'a jamais fait de commentaires publics sur la stratégie de la tension, ou sur le fait que des plans ou du personnel de l'OTAN aient été impliqués, et n'a divulgué aucun autre détail sur les armées secrètes. *« Étant donné qu'il s'agit d'une organisation secrète, je ne m'attends pas à ce qu'il soit répondu à beaucoup de questions, même si la Guerre froide est terminée, »* a déclaré à la presse un diplomate de l'OTAN, qui a insisté pour rester anonyme. *« S'il existait le moindre lien avec des organisations terroristes, ce genre d'information serait enterrée très profondément. Sinon, qu'y a-t-il de mal à prendre des précautions pour organiser la résistance si vous pensez que les Soviétiques pourraient attaquer ? »*<sup>[37]</sup>

Ce refus de commenter de la part de l'OTAN ne fut pas du goût du parlement européen, lequel dans une résolution spéciale sur les armées secrètes et la stratégie de la tension, déclara sèchement que *« ces organisations opèrent et continuent d'opérer en dehors de tout cadre légal, et ne sont soumises à aucun contrôle parlementaire. »*

Le parlement écrivit ensuite qu'il *« appell[ait] à une enquête complète sur la nature, la structure, les objectifs et tous les autres aspects de ces organisations clandestines. »* Une telle enquête ne vit cependant jamais le jour, du fait qu'aussi bien l'OTAN que ses États membres étaient préoccupés par les problèmes qu'une telle enquête pourrait créer. Pourtant le parlement européen déclara clairement qu'il *« protestait vigoureusement contre les déclarations de certains officiers américains de SHAPE et de l'OTAN à propos de leur droit d'encourager l'établissement en Europe d'un service secret clandestin et d'un réseau opérationnel. »* Et les choses en restèrent là.<sup>[38]</sup>

En France



Comme nous l'avons mentionné, l'Italie ne fut pas le seul pays où des réseaux *Stay-Behind* furent impliqués dans des opérations de stratégie de la tension. Des opérations terroristes contre la population civile eurent lieu également en Belgique, en Turquie et en Grèce. Comme en Italie, les armées secrètes ont été formées et équipées par la CIA et son homologue britannique, le MI6, et ont opéré comme une branche secrète des services secrets militaires du pays. Les opérations dans ces trois pays sont détaillées dans mon livre « *Les armées secrètes de l'OTAN* »<sup>[39]</sup> Dans le présent article, je n'ai la place que pour une brève discussion sur les opérations en France. Les révélations du premier ministre italien Giulio Andreotti prirent par surprise François Mitterrand, le président socialiste français de 1981 à 1995. Alors qu'il était interrogé par la presse française en 1990, Mitterrand tenta de se distancier de l'affaire des armées secrètes en France, affirmant qu'elles avaient été dissoutes depuis longtemps. Il a notamment déclaré : « *Lorsque je suis arrivé, il n'y avait plus grand-chose à dissoudre. Juste quelques vestiges, dont j'ai appris l'existence avec étonnement, car tout le monde avait oublié de m'en parler.* »<sup>[40]</sup>

Mais le premier ministre italien Andreotti ne parut pas apprécier particulièrement la manière dont la Grande Nation [en français dans le texte - NdT] essayait de minimiser son rôle dans le complot *Stay-Behind*. Il déclara sans ambages à la presse que l'armée secrète en France, loin d'avoir été dissoute depuis longtemps, avait récemment - le 24 octobre 1990 - envoyé des représentants à une réunion secrète au comité d'*Allied Clandestine Committee*(ACC) de l'OTAN sur *Stay-Behind* à Bruxelles. Lorsque ces allégations furent confirmées, cela créa un embarras certain à Paris. Mitterrand se refusa alors à tout commentaire.

Un officier de la CIA à la retraite, Edward Barnes, qui avait travaillé en France durant la 4<sup>e</sup> république avant de quitter le pays en 1956, voulut apporter plus de précisions. Barnes expliqua qu'alors que la menace d'un parti communiste fort persistait en France, les services secrets militaires (SDECE, pour Service de Documentation extérieure et de Contre-Espionnage), sous la direction d'Henri Alexis Ribière, mit sur pied une armée secrète anticommuniste. « *Il y avait probablement beaucoup de Français qui voulaient être prêts si quelque chose se produisait,* » indiqua Barnes. Se rappelant son propre travail en France, il expliqua que l'invasion soviétique était la première raison d'être de l'armée secrète française, mais que la promotion d'activités politiques anticommunistes dans le pays « *pourrait avoir constitué une deuxième motivation.* »<sup>[41]</sup>

Actions terroristes en Algérie

Au début des années 1960, une grande partie de l'armée française et des services secrets commencèrent à désapprouver fortement l'intention du président Charles de Gaulle de permettre à l'Algérie, une ancienne colonie, de devenir indépendante. L'armée secrète, percevant De Gaulle comme un ennemi, s'engagea d'évidence dans des opérations de stratégie de la tension contre ce projet. Certaines « actions terroristes » contre De Gaulle et son plan de paix pour l'Algérie furent menées par des groupes qui incluaient « un nombre limité d'individus » du réseau *Stay-Behind* français, comme l'admit en 1990 l'amiral Pierre Lacoste, ex-directeur des services de renseignements français (DGSE, ancien SDECE). Lacoste, qui a démissionné en 1985 après que la DGSE eut fait exploser le *Rainbow Warrior*, le navire de Greenpeace alors que celui-ci protestait contre les essais nucléaires dans le Pacifique, a déclaré que malgré ses liens avec le terrorisme, le programme *Stay-Behind* en France était justifié par les éventuels plans d'invasion soviétique.<sup>[42]</sup>

Un des promoteurs des techniques de terreur de la stratégie de la tension était Yves Guerin-Serac, un militant catholique anticommuniste. C'était un spécialiste de la guerre de l'ombre, il avait servi en Corée, au Vietnam et (en tant que membre de la 11e demi-brigade parachutiste de choc), pendant la guerre d'Algérie. L'écrivain et spécialiste des services secrets français, Roger Faligot, appelait cette unité « *le fer de lance de la guerre clandestine en Algérie entre 1954 et 1962.* »<sup>[43]</sup> En 1954, environ 300 hommes appartenant à cette unité spéciale avaient débarqué en Algérie. La plupart avaient une grande expérience des opérations secrètes et de la guérilla, puisqu'ils arrivaient directement du Vietnam après que la défaite de la France lors de la bataille de Diên Biên Phu ait mis fin aux vellétés de la France de recoloniser ce pays. La mission de Serac et de ses collègues était parfaitement claire : abattre le Front de libération algérien (FLN) en Afrique du Nord par tous les moyens, après les humiliantes défaites de la Seconde Guerre mondiale et du Vietnam. Ces efforts incluaient l'appel à des opérations de stratégie de la tension visant à discréditer le mouvement de libération algérien.

Après la défaite de la France et la déclaration d'indépendance de l'Algérie en 1962, la guerre secrète ne prit pas fin pour Guerin-Serac, qui tout comme un certain nombre d'autres officiers, se sentaient trahis par le gouvernement français et décidèrent de continuer leur guerre secrète.

Serac savait exactement comment mener des opérations de stratégie de la tension pour discréditer les communistes et les membres des mouvements de libération tout autour du globe. Dans un texte de novembre 1969, « *Notre activité politique* », Serac et d'autres officiers soulignèrent le fait qu'ils avaient dû infiltrer l'ennemi, et perpétrer des atrocités en son nom. Ils écrivaient : « *La première phase de notre activité politique consiste à créer le chaos dans toutes les structures du régime... La destruction de l'État démocratique doit s'opérer autant que possible sous couvert d'activités communistes et prochinoises... De plus, nous avons des gens infiltrés dans ces groupes et évidemment, nous devons adapter nos actions à l'esprit de ce milieu - par la propagande et des actions d'un genre qui semble émaner de nos adversaires communistes... Cela créera un sentiment d'hostilité envers ceux qui menacent la sécurité dans chacun de ces pays, et nous devons en même temps nous dresser comme les défenseurs des citoyens contre la désintégration qu'apportent le terrorisme et la subversion.* »<sup>[44]</sup>

Le juge italien Guido Salvini, qui a enquêté sur la stratégie de la tension, a montré que Serac avait effectivement mené à bien ses plans de stratégie de la tension. Il écrit : « En

1975, le groupe Guerin-Serac, avec l'Américain Salby et des militants d'extrême droite français, italiens et espagnols, organisèrent une série d'attentats à la bombe... Les bombes visaient les ambassades algériennes dans différents pays, la France, l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne... En réalité, ces attentats étaient l'oeuvre du groupe de Guerin-Serac, qui montrait par là ses grandes facultés de camouflage et d'infiltration... La bombe posée devant l'ambassade algérienne à Frankfort n'exploda pas, et fut méticuleusement analysée par la police allemande... Il faut noter la particulière complexité de fabrication de cette bombe. Elle contenait du C4, un explosif utilisé exclusivement par les forces US qui n'a jamais été utilisé dans aucun attentat par des anarchistes. »<sup>[45]</sup>

Ces révélations sur Guerin-Serac ainsi que leurs propres affirmations fournissent des preuves évidentes que les armées secrètes en Europe de l'Ouest ont utilisé le terrorisme et tué des civils innocents pour mener à bien leurs objectifs politiques. Ces armées secrètes, comme nous l'avons vu, opéraient sous la supervision de la CIA et de l'OTAN, c'est-à-dire sous le contrôle d'agents militaire et de renseignement américain.

Mais revenons à la question des opérations de stratégie de la tension aux USA.

#### Aux États-Unis

Aux États-Unis, la stratégie de la tension fut largement prônée au début des années 1960 par les plus hauts gradés du Pentagone - le général Lyman Lemnitzer, Chef d'état-major interarmes -, comme moyen de convaincre l'opinion publique américaine de la nécessité d'envahir Cuba et de renverser Fidel Castro. Lemnitzer, qui mourut en 1988, était l'un des officiers de haut rang envoyés par les USA pour négocier la reddition de l'Italie en 1943 et celle de l'Allemagne en 1945. Après avoir combattu en Corée, il devint en 1960 chef d'état-major interarmes. Après le fiasco de la CIA lors de la tentative d'invasion de la Baie des Cochons en 1961, les plus hauts dirigeants du Pentagone, dont Lemnitzer, avancèrent que les techniques de stratégie de la tension devaient être utilisées contre la population américaine afin de créer un prétexte pour entrer en guerre. Sous le nom d' « Opération Northwood », ils mirent au point un ensemble d'opérations combinées de stratégie de la tension visant à choquer l'opinion publique US et à discréditer Fidel Castro.

À cette époque, le président John F. Kennedy et son ministre de la Défense, Robert McNamara, s'opposèrent à de telles actions, qui impliquaient la mort de citoyens américains et la manipulation sur une vaste échelle de la population américaine. Le plan de Lemnitzer fut ainsi rangé dans les tiroirs.<sup>[46]</sup>

Comme pour la plupart des opérations de stratégie de la tension, il se passa de nombreuses années avant que l'opinion publique n'ait connaissance de l'Opération Northwood. C'est grâce au remarquable chercheur américain James Bamford que les documents sur l'opération top secrète Northwood furent portés à la connaissance du public en avril 2001, quelques mois seulement avant les attentats terroristes du 11-Septembre, lorsque Bamford publia son livre : *Body of Secrets: An Anatomy of the Ultra Secret National Security Agency*. Cela se produisit donc 40 ans après que les plans de Northwoods aient été classés « top-secret » par le Pentagone. Les documents originaux sont désormais accessibles en ligne.<sup>[47]</sup>

Les documents sur l'opération Northwoods détaillent comment le Pentagone avait planifié ses opérations de stratégie de la tension. Parmi ces actions, les officiers US suggéraient, de développer une fausse « *campagne de terrorisme cubain dans la zone de Miami et dans*

*d'autres villes de Floride, et même à Washington* », de simuler une attaque par l'aviation cubaine contre un avion de ligne, de « couler un bateau de réfugiés cubains (réel ou simulé) », de concocter un incident « Remember the Maine » en faisant exploser un navire américain dans les eaux territoriales cubaines et d'accuser Cuba de sabotage.

Depuis que Bamford a publié ces documents sur l'Opération Northwoods, ceux qui s'intéressent à la stratégie de la tension se demandent jusqu'où certains groupes radicaux au sein du Pentagone étaient prêts à aller et quelles étaient les chances pour que le peuple américain ou ceux des autres pays découvrent ou parviennent à stopper de tels plans. Bamford pose notamment la question de savoir si l'Opération Northwoods était le plan le plus démoniaque jamais conçu par le gouvernement US, ou si l'incident du golfe de Tonkin en 1964 – qui précipita l'entrée en guerre des USA au Vietnam, laquelle se solda par la mort de 56 000 soldats américains et de 3 millions de Vietnamiens – avait constitué un exemple typique d'opération de stratégie de la tension élaborée et mise en oeuvre par le Pentagone.

« À la lumière des documents sur l'Opération Northwoods, » conclut Bamford, « il est clair que le fait de tromper la population et de fabriquer des guerres pour y envoyer des Américains se faire tuer constituait une politique standard et approuvée par les plus hauts niveaux de dirigeants au Pentagone. »<sup>[48]</sup>

## Conclusion

Les deux principaux arguments contre l'idée que les attentats du 11-Septembre ont été menés par le gouvernement US et son armée ne sont que des a priori. L'un est que les gouvernements de pays occidentaux civilisés en général, et le gouvernement US en particulier ne feraient jamais une chose aussi horrible. L'autre est que si les attentats du 11/9 avaient été perpétrés par des forces internes au gouvernement des États-Unis, cela n'aurait pas pu rester secret aussi longtemps.

Les informations contenues dans cet article montrent que ces deux a priori sont tout à fait discutables.

Daniele Ganser

*Journal of 9/11 Studies* Volume 39, mai 2014

(Titre original : La « stratégie de la tension » dans l'après Guerre froide)

<http://www.journalof911studies.com/resources/2014GanserVol39May.pdf>

Traduction GV pour [lFattoQuotidiano.fr](http://lFattoQuotidiano.fr)

\* \* \*

Note de l'éditeur :

L'objectif du *Journal of 9/11 Studies* est de publier les travaux de recherche et les analyses permettant de faire la lumière sur les événements du 11-Septembre. Par principe, nous publions seulement des articles inédits, mais il arrive que nous trouvions justifié de republier un article déjà paru. C'est le cas ici. Cet article est en effet extrait, avec certaines modifications autorisées par l'auteur, et l'éditeur, du livre de David Ray Griffin et Peter Dale Scott, « 9/11 and American Empire: Intellectuals Speak Out », Vol. 1 (Olive Branch Press,

2006).

Daniele Ganser est un chercheur spécialiste de l'Opération Gladio, laquelle est selon nous cruciale pour bien comprendre le 11-Septembre et la Guerre globale contre la Terreur. (Voir son livre « [Les armées secrètes de l'OTAN : Réseaux Stay-Behind, Gladio et terrorisme en Europe de l'Ouest](#), Editions Demi-Lune, 2007). En plus de faire la lumière sur les méthodes de terreur et de manipulation qui ont eu cours en Occident, cet article du Dr. Ganser, republié ici, offre des réponses intéressantes à deux des principales objections souvent opposées à ceux qui contestent la version officielle du 11-Septembre, à savoir : « Il est certain qu'aucun gouvernement occidental ne perpètrerait un tel crime contre sa propre population, » et « Quelqu'un aurait parlé. »

Le Dr. Ganser dirige l'institut suisse pour la Paix et la recherche sur l'énergie, à Bale, et est membre du 9/11 Consensus Panel : <http://www.consensus911.org/>

Notes de l'auteur :

1. Wikipedia, "Guerre psychologique", [http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre\\_psychologique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_psychologique).
2. En Italie durant la Guerre froide, les services secrets militaires ont été impliqués dans nombre d'opérations secrètes qui, lorsqu'elles ont été découvertes par la population, ont déclenché des protestations publiques, lesquelles ont forcé les services de renseignement à changer de nom. Créés le 30 mars 1949, soit 4 ans après la défaite de l'Italie dans la Seconde Guerre mondiale, et quelques jours seulement avant que l'Italie ne devienne un membre fondateur de l'OTAN, les services secrets militaires prirent le nom de SIFAR (*Servizio Informazioni delle Forze Armate*), puis SID (*Servizio Informazione Difesa*) de 1965 à 1977, avant d'adopter son appellation actuelle, SISMI (*Servizio per le Informazioni e la Sicurezza Militare*).
3. Hugh O'Shaughnessy, "Gladio: Europe's Best Kept Secret," *The Observer*, 7 juin 1992. Shaughnessy écrit : « C'étaient des agents qui devaient "rester derrière" ('stay behind') au cas où l'Armée rouge envahissait l'Europe de l'Ouest. Mais dans certains pays, ce réseau qui avait été mis en place avec les meilleures intentions a dégénéré en groupes terroristes prônant l'agitation politique d'extrême droite. »
4. Newsnight, BBC1, 4 avril 1991
5. Cité dans « *Sénat de la République italienne : Commission d'enquête parlementaire sur le terrorisme en Italie et sur les causes de l'échec dans l'arrestation des responsables des tragédies : le terrorisme, les tragédies et le contexte politico-historique.* » (Rome : rédigé par le président de la Commission, le sénateur Giovanni Pellegrin, 1995), p 261.
6. Sénat de la république, p 157.
7. Sénat de la république, p 220.
8. Newsnight, BBC1, 4 avril 1991
9. *Observer*, 18 novembre 1990.
10. Mario Cogliatore, ed., *La Notte dei Gladiatori. Omissioni e silenzi della Repubblica* (Padoue, 1992) p 131.
11. Leo Müller, *Gladio: Das Erbe des Kalten Krieges: Der NATO- Geheimbund und sein deutscher Vorläufer*(Hamburg: Rowohlt, 1991) p. 27.
12. Reuters, 12 novembre 1990.
13. Franco Ferraresi, "A Secret Structure Codenamed Gladio," *Italian Politics: A Review*, 1992: p. 30. Ferraresi cite directement le document qu'Andreotti a remis



à la Commission parlementaire. Le quotidien italien *L'Unità* l'a publié dans une édition spéciale du 14 novembre 1990. Il figure également dans le livre de Jean Francois Brozzu-Gentile, *L'affaire Gladio* (Paris: Editions Albin Michel, 1994).

14. Ferraresi p. 31, citant directement le document d'Andreotti.
15. Ed Vulliamy, "*Secret Agents, Freemasons, Fascists... and a Top-level Campaign of Political 'Destabilisation': 'Strategy of Tension' That Brought Carnage and Cover-up,*" *Guardian*, 5 décembre 1990.
16. Dans le magazine politique italien, *Europeo*, 16 novembre 1990. Miceli a effectivement été condamné à une peine de prison dans les années 1970 et a passé 6 mois dans un hôpital militaire. En 1974, le magistrat enquêteur, Giovanni Tamburino, au cours de ses investigations sur le terrorisme d'extrême droite en Italie, avait pris l'initiative inédite d'arrêter le général Miceli en l'accusant d'avoir « *promu, mis en oeuvre et organisé, avec d'autres, une association secrète mêlant militaires et civiles et visant à provoquer une insurrection armée afin d'amener des modifications illégales de la Constitution de l'État et à la forme de gouvernement.* » (Voir aussi le magazine politique britannique *Statewatch*, janvier 1991). Lors de son procès en novembre 1974, Miceli, auparavant responsable du Bureau de sécurité de l'OTAN, confirma avec nervosité qu'une unité spéciale avait bien existé au sein des services secrets militaires, le SID, mais que ce n'était pas lui qu'il fallait blâmer : "*Un super-SID sous mes ordres ? Bien sûr ! Mais je ne l'ai pas moi-même organisé pour faire un coup d'État. C'étaient les États-Unis et l'OTAN qui m'ont demandé de le faire !* » (Voir aussi Brozzu-Gentile, p. 105.) C'était vers la fin de sa carrière dans les services secrets militaires italiens. Après avoir purgé sa peine de prison, il devint parlementaire en 1976 et bénéficia pour le restant de sa vie de l'immunité parlementaire en tant que député fasciste du *Movimento Sociale Italiano* (MSI). Réélu par deux fois, il démissionna en 1987 à cause d'une maladie et mourut trois ans plus tard.
17. Cité dans Ferraresi, p. 31.
18. Norberto Bobbio, cité dans Ferraresi, p. 32.
19. *Washington Post*, 14 novembre 1990. Le seul autre article du *Post* qui comporte le mot-clef "Gladio" fut publié le 8 août 1993. La comparaison avec les 39 articles sur Gladio parus dans le journal britannique *Guardian* montre bien la pauvreté de la couverture médiatique de Gladio aux États-Unis.
20. Philip P. Willan, *Puppetmasters: The Political Use of Terrorism in Italy* (Londres: Constable, 1991) p. 28.
21. *Independent*, 1er décembre 1990.
22. Jonathan Kwitny, "*The CIA's Secret Armies in Europe,*" *Nation*, 6 avril 1992: p. 445.
23. Sénat de la République italienne : Commission d'enquête parlementaire sur le terrorisme en Italie et sur les causes de l'échec dans l'arrestation des responsables des tragédies : tragédies et terrorisme dans l'Italie de l'après-guerre à 1974. Rapport du Groupe démocratique de gauche, l'Ulivo (Rome, juin 2000). Cité dans « *Le rapport de l'an 2000 du Sénat italien sur Gladio et les massacres.* »
24. Cité dans Philip Willan: "US 'Supported Anti-left Terror in Italy.' Le rapport affirme que Washington a utilisé la stratégie de la tension durant la Guerre froide pour stabiliser le Centre-Droit, *Guardian*, 24 juin 2000.
25. Philip Willan, "*Terrorists 'Helped by CIA' to Stop Rise of Left in Italy,*" *Guardian*, 26 mars 2001. Willan, un expert des actions secrètes américaines en Italie, a

- publié le remarquable ouvrage *Puppetmasters* (Voir note 24).
26. Jeffrey Mackenzie Bale, *"The 'Black' Terrorist International: Neo-Fascist Paramilitary Networks and the 'Strategy of Tension' in Italy, 1968-1974"* (Ann Arbor, Mich.: UMI Dissertation Services, 1996).
  27. Arthur Rowse, *"Gladio: The Secret US War to Subvert Italian Democracy," Covert Action Quarterly* p. 49 (été 1994).
  28. *Times* (Londres) 19 novembre 1990.
  29. *Observer*, 18 novembre 1990.
  30. Voir Daniele Ganser, « Les armées secrètes de l'OTAN », *Demi-Lune*, 2007.
  31. *European*, 9 novembre 1990.
  32. *European*, 9 novembre 1990. Il semble que le représentant de l'OTAN qui a émis ce correctif soit Robert Stratford. Cf. Regine Igel, Andreotti: *Politik zwischen Geheimdienst und Mafia* (Munich: Herbig Verlag, 1997) p. 343.
  33. *Observer*, 18 novembre 1990.
  34. Lettre de Lee McClenny, resp. des relations presse de l'OTAN, à l'auteur, datée du 2 mai 2001.
  35. *"Gladio. Un misterio de la guerra fria. La trama secreta coordinada por mandos de la Alianza Atlantica comienza a salir a la luz tras cuatro decadas de actividad," El País*, 26 novembre 1990.
  36. *El País*.
  37. Reuters News Service, 15 novembre 1990.
  38. Débats au Parlement européen (transcriptions officielles), 22 novembre 1990.
  39. Voir note 31.
  40. Cité dans Brozzu-Gentile, p. 141. Egalement par Associated Press, p. 13, novembre 1990.
  41. Kwitny, *"The CIA's Secret Armies in Europe"*, pp. 446, 447.
  42. Kwitny.
  43. Roger Faligot et Pascal Krop, *La Piscine: Les Services Secrets Français 1944-1984* (Paris: Editions du Seuil, 1985), p. 165.
  44. Cité dans Stuart Christie, Stefano Delle Chiaie (Londres: *Anarchy Publications*, 1984) p. 32. Également dans *Lobster* (octobre 1989), p.18. Ce document aurait été trouvé dans l'ancien bureau de Guerin-Serac après la révolution portugaise de 1974.
  45. Commission d'enquête parlementaire sur le terrorisme en Italie et sur les causes de l'échec dans l'arrestation des responsables des tragédies. 9e session, 12 février 1997 ([www.senato.it/parlam/bicam/terror/stenografici/steno9.htm](http://www.senato.it/parlam/bicam/terror/stenografici/steno9.htm)).
  46. Après avoir refusé le plan de Lemnitzer, Kennedy l'envoya en Europe au poste de Commandant suprême des forces alliées de l'OTAN de janvier 1963 à juillet 1969. Il fut remplacé par le général Andrew Goodpaster, qui occupa le poste de SACEUR de 1969 à 1974, c'est-à-dire pendant les années au cours desquelles les opérations terroristes eurent lieu en Italie.
  47. Sur la *homepage* de la *National Security Archive* à [www.gwu.edu/~nsarchiv/news/20010430](http://www.gwu.edu/~nsarchiv/news/20010430).
  48. James Bamford, *Body of Secrets: Anatomy of the Ultra-Secret National Security Agency* (New York: Anchor Books, 2002), p. 91.

---

Articles Par : [Dr. Daniele Ganser](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)